

n'indiquent nullement le goût des choses belles dont le ministre se targue si souvent d'avoir le monopole. Il a dit que le NPD avait pris la bonne voie. Ma foi, lorsque j'ai appris par les journaux ce qu'ils ont fait, j'ai eu l'impression qu'ils avaient adopté Walter Gordon, le président du conseil privé. Ils l'ont adopté, et pour certains d'entre nous cela a eu l'air qu'une alliance était en voie de se faire, de forme sinon de fond. Ceci me rappelle la vieille chanson «*Walter, Walter, Lead me to the Altar.*»

Toutes ces choses sont des indices. La Société de développement du Canada s'appelle maintenant la Société des ressources du Canada, mais dans l'ombre se tient Walter, qui surveille son affaire. J'espérais que l'alliance de ces dernières années entre socialistes et néo-socialistes pourrait atteindre le point culminant...

L'hon. M. Starr: Ils se rencontreront encore.

Le très hon. M. Diefenbaker: ... d'une heureuse réunion. Aujourd'hui, ils se livrent simplement au jeu.

J'ai été étonné de l'argument qu'a invoqué le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il était empreint de toute la netteté que revêtent d'ordinaire ses réponses sur les questions de politique étrangère. Il a dit que son cœur saigne à la vue des difficultés économiques qu'éprouvent les fonctionnaires retraités. Il reconnaît, avec toute sa sensibilité, qu'il faut faire quelque chose. Néanmoins, quand on lui demande d'agir, il hausse les traitements des fonctionnaires hautement rémunérés. Il multiplie les augmentations en leur faveur et oublie ceux qui ont pris leur retraite il y a des années et qui, aujourd'hui, il l'admet, vivent dans la détresse. Ce gouvernement a été lâche. Et la même situation règne dans d'autres domaines que je ne mentionnerai pas.

L'hon. M. Martin: Puis-je poser une question, oh! très aimable, à mon ami? Pourquoi n'a-t-il pas agi en 1962, lorsque je lui ai demandé?

L'hon. M. Starr: Et vous, que faites-vous depuis cinq ans?

Le très hon. M. Diefenbaker: Je ne me laisse pas égarer par des interruptions de ce genre. Je dis au gouvernement: «Vous n'avez rien fait. Vous avez trompé le Parlement et les fonctionnaires retraités.» Et maintenant vous nous dites: «Laissez-nous continuer encore un peu à vous tromper. Il est possible que l'automne prochain nous agissions; nous allons faire quelque chose.» Le président du Conseil du Trésor (M. Benson) a dit: «Nous

espérons faire quelque chose.» Qu'il prenne donc des engagements dès maintenant. Qu'allez-vous faire? Nous ne voulons plus ni de ces promesses hypothétiques, ni de ces excuses nébuleuses. On s'en occupe, disent-ils. On voit à l'air du ministre du Revenu national comme il médite sérieusement sur la question. Ne peut-il pas nous donner son opinion? N'est-il pas d'accord avec le comité, composé de membres de tous les côtés de la Chambre? Est-ce une chose si difficile? Pourquoi ces atermoiements? Est-ce tout simplement que le gouvernement s'amuse aux dépens des fonctionnaires retraités et a l'intention de continuer?

L'hon. E. J. Benson (ministre du Revenu national et président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, j'aimerais seulement féliciter le très honorable chef de l'opposition (M. Diefenbaker) de ce qui peut être son dernier discours dans cette position à la Chambre. J'espère que l'intérêt que nous portons comme tous les autres aux pensionnés s'étendra aux chefs de l'opposition mis à la retraite. Quant à notre position...

Le très hon. M. Diefenbaker: Voilà de l'esprit assaisonné de sel attique.

L'hon. M. Benson: ... j'aimerais, en ce qui concerne la pension des fonctionnaires de l'État retraités, vous faire observer que le gouvernement dirigé alors par le chef de l'opposition actuel avait apporté des remaniements en 1958. Il n'y en a pas eu d'autres jusqu'en 1962, année où ce parti cessa de gouverner. Puis-je vous faire remarquer qu'au départ du très honorable député le compte des pensions enregistré un déficit de plusieurs centaines de millions de dollars. On a, depuis, déferé cette question à un comité...

Le très hon. M. Diefenbaker: N'avez-vous pas d'excédent aujourd'hui?

L'hon. M. Benson: ... ce qui indique la profonde préoccupation du gouvernement à l'égard des fonctionnaires à la retraite. Mon honorable ami prétend que cette affaire est très simple, que le comité ayant fait rapport, nous devrions simplement présenter une proposition à la Chambre aujourd'hui et régler ainsi la question. Je voudrais lui assurer que la chose n'est pas aussi simple que cela. Pour la première fois dans l'histoire, le gouvernement, lorsqu'il a adopté le régime de pensions du Canada et la modification à la pension de vieillesse, a indexé ces pensions sur l'indice du coût de la vie. C'était une innovation au Canada. Je voudrais signaler qu'à ma connaissance, aucun syndicat ouvrier au Canada